

PLAN D'URGENCE EN FAVEUR DES ENTREPRISES DE PRODUCTION PHONOGRAPHIQUE

Liste des documents à produire en application du décret n° 2012-834 du 29 juin 2012 instituant une aide exceptionnelle au bénéfice des entreprises de production phonographique

• les attestations et certificats délivrés par les administrations compétentes prouvant que le demandeur a satisfait à ses obligations fiscales, sociales et de propriété littéraire et artistique	
• un document certifié par un expert comptable, établissant le montant de la créance, nécessairement égale ou supérieure à 5000 €	
• une copie du contrat de distribution avec une entreprise dont l'activité principale est la distribution phonographique. Cette entreprise doit être placée en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire. La procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire doit avoir été ouverte entre le 1 ^{er} septembre 2011 et le 31 décembre 2011	
• une copie de la lettre de la déclaration de créance impayée auprès de l'administrateur judiciaire	
• des éléments prouvant que le défaut de paiement de la créance en cause est de nature à compromettre l'équilibre financier de l'entreprise et une attestation sur l'honneur le certifiant	
• les comptes approuvés du dernier exercice clos de l'entreprise et, le cas échéant, des entreprises qu'elle contrôle au sens de l'article L. 233-16 du code de commerce, faisant état d'un chiffre d'affaires total inférieur à 2,5 millions d'euros	
• l'attestation par laquelle l'Entreprise déclare les aides publiques (État central, collectivités territoriales, Établissements publics) qui lui ont été octroyées au cours de l'exercice fiscal en cours et des deux exercices précédents	
• un relevé d'identité bancaire (RIB, RIP ou RICE) du compte sur lequel sera versée la subvention	
• un extrait K ou K-bis datant de moins de trois mois délivré par le greffe du tribunal de commerce dont l'Entreprise dépend	